



## Conseil économique et social

Distr. générale  
29 novembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

#### Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté

visant à parvenir à un développement durable pour tous

### Déclaration présentée par UMID Support to Social Development Public Union, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social<sup>1\*</sup>

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

*Utiliser l'entrepreneuriat social pour régler les problèmes sociaux et économiques dans les petites communautés : l'expérience de la République d'Azerbaïdjan*

Face à l'idée, généralement admise au cours des dernières décennies, selon laquelle les entreprises ont pour seul but de faire des bénéfices, certains proposent une conception selon laquelle le principal objectif des entreprises est de contribuer au bien-être de la société. Selon ces derniers, il est possible d'œuvrer au bien-être de la société et de la population en favorisant l'entrepreneuriat social. Des entités fondant leur action sur cette idée prennent corps partout dans le monde et bénéficient d'un appui vigoureux de la part des personnalités politiques, des autorités et des organisations à but non lucratif.

La présente déclaration a pour principal objectif d'analyser les initiatives visant à promouvoir l'entrepreneuriat social en Azerbaïdjan et le rôle qu'elles jouent en vue d'accroître les moyens de subsistance de la population, en particulier ceux des personnes pauvres ou touchées par des conflits.

UMID agit depuis longtemps pour améliorer les moyens d'existence des sociétés touchées par des conflits, des réfugiés, des déplacés, des familles vulnérables et des populations pauvres. Afin d'inscrire ces interventions dans la durée et de les rendre plus efficaces, un débat sur les fondements de l'entrepreneuriat social en Azerbaïdjan a été organisé avec des bailleurs de fonds institutionnels, des organismes publics et des représentants d'entreprises locales et étrangères, qui sont parvenus aux conclusions ci-après :

- Il faut s'écarter des théories et modèles classiques du développement économique et social, ce qui nécessite un changement de philosophie ;
- Les organisations de la société civile sont à l'origine d'idées novatrices qui permettent de mobiliser le marché, les organismes publics et les bailleurs de fonds pour répondre aux besoins des communautés ;
- Les gouvernements et les organisations internationales préfèrent appuyer des politiques visant à rendre la population plus autonome ;
- Les projets d'activités génératrices de revenus réalisés au niveau local (projet azéri d'investissement rural, activités de développement socioéconomique, British Petroleum et Union européenne) sont considérés comme un bon moyen de favoriser le développement durable des communautés, qui doit faire l'objet d'une évaluation adéquate. Pour offrir des avantages à la population, il est indispensable de renforcer le capital social. Les changements sociaux sont au cœur de toute transformation et contribuent, directement ou non, à l'évolution de l'usage des technologies, des relations économiques et des stratégies de gestion qui en découlent.

En Azerbaïdjan, les initiatives visant à promouvoir l'entrepreneuriat social sont menées par des entités à but non lucratif, lesquelles fournissent des produits ou des services et génèrent ainsi des revenus, complétés ou non par une aide extérieure ou des subventions (dans ce cas, les organisations non gouvernementales jouent uniquement le rôle de facilitateurs), ou, le plus souvent, par des entreprises commerciales qui réalisent des bénéfices tout en produisant des avancées sociales.

### **Exemples en Azerbaïdjan : Banque mondiale et Gouvernement azéri**

- Les projets de proximité visant à générer des revenus ou à améliorer les moyens de subsistance de la population dépendent de la mobilisation sociale des communautés, qui est une condition essentielle de l'entrepreneuriat social à l'échelon local.
- Les principaux problèmes rencontrés par les entreprises sociales reposant sur la collectivité sont généralement liés à la faible participation de la population locale à la fragilité de leur modèle d'affaires, à la pénurie de ressources financières, au manque d'expérience des dirigeants communautaires en matière de gestion et au fait que les institutions chargées de promouvoir les initiatives doivent apprendre beaucoup de choses en peu de temps.
- Idéalement, une entreprise sociale reposant sur la communauté devrait non seulement faire des bénéfices, mais également compter sur une forte participation de la population locale et être gérée de manière professionnelle.

### **Avantages de la démarche d'UMID**

- Un grand nombre de personnes se réunissent dans un but commun.
- Chaque individu détient une action, et aucune entité ou institution extérieure ne participe au capital de l'entreprise.
- Le conseil d'administration, élu démocratiquement, est représentatif.
- L'entreprise est dotée d'une équipe de gestion rendant des comptes au conseil d'administration.
- Les membres de la communauté et les dirigeants acquièrent des compétences commerciales (comptabilité d'entreprise, vente, négociation, etc.).

### **Projet visant à améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance des déplacés**

Dans le cadre du projet intitulé « Autonomie et moyens de subsistance des déplacés », qui a pour objectifs de rendre les déplacés autonomes sur le plan économique, de leur offrir des moyens d'existence durables et de favoriser leur accès aux ressources financières, sociales, physiques, naturelles et humaines, UMID s'emploie à :

- i) Créer des groupes d'entraide à l'intention des collectivités ou des femmes et à contribuer au renforcement des capacités ;
- ii) Fournir un microfinancement et des compétences en matière de création d'entreprise aux déplacés et aux groupes d'entraide ;
- iii) Offrir des services de perfectionnement et de formation professionnelle ainsi qu'un appui aux jeunes.

### **Méthode appliquée par les donateurs d'UMID (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Union européenne et British Petroleum)**

- La formation professionnelle en entreprise est au cœur des programmes de master.

- Depuis 2003, UMID a organisé des formations en cours d'emploi pour plus de 1 000 jeunes dans le cadre d'un module d'apprentissage lié à un programme d'études préétabli ;
- Ce qui leur a permis de renforcer leurs connaissances techniques et leur expérience pratique et d'acquérir les compétences techniques et personnelles dont ils ont besoin pour faire leur travail et poursuivre leur carrière ;
- Ces programmes d'enseignement non scolaire durent 4 à 8 mois selon le métier concerné ;
- Au cours de leur formation, les jeunes suivent également des formations et des ateliers relatifs à la création d'entreprise ;
- Ce projet de création de moyens de subsistance à l'échelon communautaire ont permis la création de 300 entreprises sociales génératrices de revenus.

#### **Initiatives en faveur de l'entrepreneuriat social en Azerbaïdjan : modèle**

- Principe : le projet azéri d'investissement rural vise à stimuler la génération de revenus à l'échelon local et à utiliser les bénéfices des entreprises pour améliorer le bien-être social des communautés.
- Organisation : il s'agit d'une société à responsabilité limitée qui partage ses bénéfices avec la majorité de la population locale. Concrètement, une partie du revenu net (25 % à 75 %) est versée dans un fonds communautaire servant à régler des problèmes locaux.
- Transparence : la population contrôle les dépenses de l'entreprise.

#### **Modèle proposé sur la base de l'expérience azérie**

##### Objectifs

- Obtenir des avantages sociaux élevés
- Créer de la valeur en rassemblant les individus
- Renforcer le capital social

##### Résultats

- Projets locaux visant à améliorer les moyens de subsistance
- Entreprises sociales

##### Acquisition de compétences et de connaissances

- Apprentissage
- Formation en entreprise
- Formation professionnelle et formation à la création d'entreprise

##### Fondements

- Mobilisation de la population
- Rôle de premier plan de la population
- Action en faveur des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables

### Secteurs concernés par ces initiatives en Azerbaïdjan

- Environnement (parcs et espaces verts publics)
- Informatique (réparation d'ordinateurs, services Internet et accès aux portails de l'administration en ligne)
- Services publics (coiffure et salons de beauté, réparation automobile, réparation de matériel électrique, couture, alimentation en eau potable)
- Services financiers (comptabilité et services fiscaux)
- Formation et développement des entreprises (formation à la création d'entreprises, apprentissage, démarrage de petites entreprises)
- Alimentation et agriculture (produits laitiers, fruits et légumes, produits à base de viande)

### Problèmes rencontrés

- L'infrastructure publique est insuffisante, notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau potable et en électricité.
- Certaines parties ne respectent pas leurs obligations contractuelles.
- Les populations locales dépendent fortement des bailleurs de fonds.
- Le cadre juridique applicable aux entreprises est peu développé.

### Mesures d'atténuation

- Réglementation des activités en collaboration avec les autorités exécutives locales, la population locale et les organismes concernés
- Éducation et sensibilisation du public au droit
- Renforcement des capacités, coordination et accès aux ressources
- Formation à la responsabilité sociale des entreprises et à l'entrepreneuriat social, création d'une base juridique, plaidoyer et sensibilisation

### Recommandations

#### **Le Gouvernement doit concevoir et adopter une politique en faveur de l'entrepreneuriat social qui :**

- Tienne compte de la réalité, des valeurs nationales et morales et des politiques sociales du pays et fixe une définition du concept d'entreprise sociale ;
- Institue des mécanismes institutionnels appropriés pour coordonner et surveiller les politiques en faveur du secteur des entreprises sociales ainsi que des dispositifs visant à assurer son développement et sa promotion ;
- Contienne des indicateurs relatifs à la contribution des entreprises sociales à l'économie du pays.

### **Renforcement des compétences en matière d'entrepreneuriat social**

- UMID recommande d'étudier les meilleures pratiques et d'encourager les entreprises génératrices de revenus qui fonctionnent en les mettant en contact avec leurs homologues des pays développés ;
- De créer un réseau qui permette aux entreprises œuvrant au développement communautaire et socioéconomique d'échanger des connaissances et des pratiques exemplaires ;
- De créer des mécanismes de renforcement des capacités afin que les entreprises sociales soient prêtes à recevoir des investissements et disposent de plans stratégiques à plus long terme et puissent ainsi accéder plus facilement au financement ;
- De faire participer les entreprises sociales et les dirigeants d'organisations à but lucratif et d'entités commerciales à l'élaboration des programmes des établissements de l'enseignement supérieur ;
- De tenir compte du potentiel de développement à l'échelon local des entreprises sociales lors de l'élaboration de politiques nationales volontaires.

### **Contribution à des recherches plus poussées**

- Les gouvernements et les organismes publics de recherche pourraient appuyer la recherche dans le domaine de l'entrepreneuriat social.

### **Financement**

- De nombreuses possibilités de financement s'offrent aux entreprises sociales créées pour mener des projets visant à améliorer les moyens de subsistance à l'échelon local. Cependant, pour réduire leur dépendance vis-à-vis des subventions et de l'aide financière, ces entreprises devraient davantage s'employer à améliorer leurs perspectives commerciales.

La présente analyse démontre que l'un des moyens les plus efficaces de régler les problèmes socioéconomiques rencontrés par les populations rurales isolées, les réfugiés, les déplacés et les sociétés touchées par des conflits est de créer des entreprises sociales au moyen de projets visant à améliorer les moyens de subsistance à l'échelon local. Pour créer une entreprise sociale, il convient de mobiliser la population locale, d'adopter une démarche axée sur l'esprit d'entreprise et l'apprentissage et d'agir dans le cadre de projets visant à améliorer les moyens de subsistance à l'échelon local.